



# Assemblée générale

Distr. générale  
6 octobre 2000  
Français  
Original: anglais

---

## Cinquante-cinquième session

### Programme de travail de l'Assemblée générale

#### Calendrier des séances plénières

##### Note du Président de l'Assemblée générale

1. On trouvera ci-après le programme de travail et le calendrier partiels des séances plénières de l'Assemblée générale. Le calendrier de l'examen d'autres points de l'ordre du jour figurera dans de prochains additifs.

| <i>Date</i>                    | <i>Points de l'ordre du jour</i>  |
|--------------------------------|---|
| Mardi 10 octobre<br>matin      | Élection de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité [15 a)]  |
| Jeudi 12 octobre<br>matin      | Élection de 18 membres du Conseil économique et social [15 b)]  |
| Lundi 16 octobre<br>matin      | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies [7]</li> <li>2. Élection de sept membres du Comité du programme et de la coordination [16 a)]</li> <li>3. Élection de 17 membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international [16 b)]</li> <li>4. Nomination de membres du Comité des contributions : rapport de la Cinquième Commission [17 b)]</li> <li>5. Bethléem 2000 [36]</li> </ol> |
| Mardi 17 octobre<br>après-midi | Rapport du Conseil de sécurité [11]   |
| Jeudi 19 octobre<br>matin      | Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique [31]  |
| Vendredi 20 octobre<br>matin   | Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe [170]  |
| Mercredi 25 octobre<br>matin   | <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [29]</li> <li>2. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique [22]</li> </ol>   |

| <i>Date</i>                    | <i>Points de l'ordre du jour</i>   |
|--------------------------------|--|
|                                | 3. Le rôle des Nations Unies dans la promotion d'un nouvel ordre humain international [174]  |
| Jeudi 26 octobre<br>matin      | 1. Rapport de la Cour internationale de Justice [13]<br>2. Les océans et le droit de la mer [34]   |
| Lundi 30 octobre<br>matin      | 1. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires [177]<br>2. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique [24]<br>3. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes [25]<br>4. Vers des partenariats mondiaux [173] |
| Mardi 31 octobre<br>matin      | Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à ce sujet [37]   |
| Mercredi 1er novembre<br>matin | Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique [50]  |
| Jeudi 2 novembre<br>matin      | Culture de paix [33]   |
| Vendredi 3 novembre<br>matin   | Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains [21]   |
| Lundi 6 novembre<br>matin      | Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique [14]  |
| Mardi 7 novembre<br>matin      | 1. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine [27]<br>2. Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000 [44]<br>3. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté des Caraïbes [23]   |
| Mercredi 8 novembre<br>matin   | Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire [26]  |
| Jeudi 9 novembre<br>matin      | Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique [35]  |
| Lundi 13 novembre<br>matin     | Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations [32]  |
| Mercredi 15 novembre<br>matin  | Session extraordinaire de l'Assemblée générale qui sera consacrée en 2001 au suivi du Sommet mondial pour les enfants [42]   |
| Jeudi 16 novembre<br>matin     | Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes [59]  |
| Lundi 20 novembre<br>matin     | 1. Rapport du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 [53]   |

| <i>Date</i>                        | <i>Points de l'ordre du jour</i>   |
|------------------------------------|--|
|                                    | 2. Rapport du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [52]  |
| Mardi 21 novembre<br>matin         | 1. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique [28]<br>2. Appui du système des Nations Unies aux efforts déployés par les gouvernements pour promouvoir et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies [39] |
| Lundi 27 novembre<br>matin         | Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale [20]   |
| Mercredi 29 novembre<br>après-midi | Question de Palestine [41]   |
| Jeudi 30 novembre<br>après-midi    | La situation au Moyen-Orient [40]  |

2. L'inscription sur la liste des orateurs, pour les points dont la liste est donnée dans le présent document, est ouverte. À cette fin, appeler le 963-5063.

3. Il est rappelé aux représentants qu'ils doivent soumettre leurs projets de résolution suffisamment à l'avance, afin que les États Membres disposent de délais appropriés pour les examiner et, dans le cas où ces projets de résolution auraient des incidences sur le budget-programme, afin que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission aient le temps d'examiner ces incidences avant que l'Assemblée générale ne prenne une décision sur les projets de résolution.